



RAPPORT FINANCIER

1^{er} semestre 2014



Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L 451-1-2-III du code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et mis en ligne sur le site internet d'Afone le 14 Octobre 2014

.

SOMMAIRE

1 – PERSONNE RESPONSABLE	3
1.1 – Personne responsable des informations contenues dans le document d’enregistrement	3
1.2 – Déclaration de la Personne Responsable	3
2 – EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	4
2.1– Etat de la situation financière consolidée du Groupe Afone au 30 Juin 2014 (en K€).....	4
2.2 –Etat du résultat consolidé semestriel (en K€)	5
2.3 – Résultat global semestriel (en K€).....	5
2.4 –Etat des flux de trésorerie consolidé (en K€).....	6
2.5 –Etat de variation des capitaux propres consolidés.....	7
2.6 –Annexes aux comptes consolidés	8
3 – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE RESUMEE 2014	17
4 – RAPPORT D’ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2014	19
4.1 – Activité au cours du semestre clos le 30 juin 2014.....	19
4.2 – Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes.....	20
4.3 – Evénements importants survenus post semestre écoulé.....	24

1 - PERSONNE RESPONSABLE

1.1 - PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

Le Président Directeur Général

Monsieur Philip FOURNIER

1.2 - DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidences sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six restants de l'exercice . »

Le 14 octobre 2014

Philip FOURNIER

2 – EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

2.1 – Etat de la situation financière consolidée du Groupe Afone au 30 Juin 2014 (en K€)

ACTIF	Notes	30/06/2014	31/12/2013 retraité (1)
Ecart d'acquisition	4.1	15 350	15 350
Immobilisations incorporelles	4.2	2 517	2 586
Immobilisations corporelles	4.3	10 616	11 606
Participation dans les coentreprises	4.4	1 068	5 086
Part non courante des créances financières	4.5	2 173	2 370
Autres actifs financiers non courants		305	302
Actifs d'impôts différés		200	174
Actifs non courants		32 231	37 473
Stocks	4.6	1 615	1 557
Créances clients et autres débiteurs		14 127	15 542
Part courante des créances financières	4.5	1 773	2 016
Créances d'impôts courants		397	293
Autres actifs courants		1 088	751
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	15 610	13 498
Actif courant		34 610	33 657
Actifs détenus en vue de la vente			
Total actif		66 841	71 129

PASSIF	Notes	30/06/2014	31/12/2013 retraité (1)
Capital social	4.8	589	589
Primes liées au capital et Réserves consolidées		37 090	35 581
Résultat part du groupe		1 081	3 534
Capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales		175	194
Total des capitaux propres		38 936	39 899
Emprunts à long terme	4.10	799	1 563
Passifs d'impôts différés		232	224
Provision à long terme	4.9	1 460	1 595
Autres passifs non courants		2 432	2 403
Passifs non courants		4 923	5 785
Fournisseurs et autres créditeurs		18 661	20 854
Autres dettes courantes		2 482	2 240
Emprunts à court terme			180
Part courante des emprunts à long terme	4.10	1 840	2 171
Impôts exigibles			
Provision à court terme	4.9		
Passifs courants		22 983	25 445
Passifs associés à des actifs destinés à être cédés			
Total Passif		66 841	71 129

(1) Cf. retraitement §2.2.2.4

2.2 – Etat du résultat consolidé semestriel 2014 (en K€)

	Notes	30/06/2014	30/06/2013 retraité (1)
Chiffre d'affaires	4.11	24 629	25 862
Achats consommés	4.12	-14 121	-14 377
Charges de personnel		-5 493	-6 578
Charges externes	4.13	-3 929	-4 052
Impôts et taxes		-556	-614
Dotations aux amortissements		-1 929	-2 008
Dotations aux provisions		-87	-46
Autres produits et charges d'exploitation		515	599
Résultat opérationnel		- 972	-1 215
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4.4	2 432	3 639
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		1 460	2 424
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			2
Coût de l'endettement financier brut		-53	-54
Coût de l'endettement financier net		-53	-53
Autres charges financiers		-146	-745
Autres produits financiers		418	1 030
Charge d'impôt	4.14	-598	-852
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		1 081	1 804
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		1 081	1 804
. part du groupe		1 081	1 815
. intérêts minoritaires		0	-11
Résultat par action		0,184 €	0,291 €
Résultat dilué par action		0,185 €	0,291 €

(1) Cf. retraitement §2.2.2.3

2.3 – Etat du résultat global consolidé semestriel (en K€)

	30/06/2014	30/06/2013 retraité (1)
Résultat net	1 081	1 804
<i>Eléments non recyclables en résultat :</i> Gains et pertes actuariels sur les engagements de retraite		
<i>Eléments recyclables en résultat :</i> Néant		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Résultat GLOBAL	1 081	1 804
. dont part du groupe	1 081	1 815
. dont part des minoritaires dans les filiales		-11

(1) Les changements de méthodes détaillés au paragraphe II.2.2 n'ont pas d'impact sur l'état du résultat global consolidé semestriel.

2.4 – Etat des flux de trésorerie consolidés semestriels (en K€)

En milliers d'Euros	Période du 01/01/2014 au 30/06/2014	Période du 01/01/2013 au 30/06/2013 Retraité (1)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	1 121	843
- Dividendes reçus des coentreprises	6 450	7 388
- Impôts versés (B)	(841)	(579)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité(C)	(807)	(2 240)
= FLUX NET DE TRESORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	5 922	5 412
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(930)	(709)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	32	120
+/- Incidence des variations de périmètre	(30)	0
+/- Variation des prêts et avances consentis	437	627
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	0	(260)
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(492)	(223)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	(332)	(210)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts et autres dettes financières	141	154
- Remboursement d'emprunts	(1 206)	(1 003)
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	(56)	(56)
- Dividendes payés aux actionnaires du groupe	(1 684)	(1 755)
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	(3 137)	(2 871)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	2 293	2 318
Trésorerie d'ouverture	13 318	8 684
Trésorerie de clôture	15 610	11 002

(1) Cf. retraitement §2.2.2.5

2.5 – Etat de variation des capitaux propres consolidés semestriels résumés (en K€)

	Capital	Réserves et résultats consolidés	Titres auto-détenus	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires d'AFONE	Capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales	Total
Capitaux propres 31 décembre 2012	624	41 654	-1 731		40 548	160	40 709
Opérations sur capital					-		-
Opérations sur titres auto-détenus			-210		-210		-210
Dividendes		-1 755			-1 755		-1 755
Résultat global pour la période		1 815			1 815	-11	1 804
Autres variations			-8		-8	8	-
Variation de périmètre					-		-
Capitaux propres 30 juin 2013	624	41 715	-1 948	-	40 391	157	40 548
Opérations sur capital					-		-
Opérations sur titres auto-détenus	-34	-2 472	1 793		-713		-713
Dividendes		-1 701			-1 701		-1 701
Résultat global pour la période		1 719			1 719	38	1 757
Autres variations			8		8	-	8
Variation de périmètre					-		-
Capitaux propres 31 décembre 2013	589	39 260	-148	-	39 703	194	39 899
Opérations sur capital					-		-
Opérations sur titres auto-détenus			-332		-332		-332
Dividendes		-1 684			-1 684		-1 684
Résultat global pour la période		1 081			1 081	0	1 081
Autres variations		-8			-8	-19	-27
Variation de périmètre					-		-
Capitaux propres 30 juin 2014	589	38 650	-479	-	38 761	175	38 936

2.6– Annexes aux comptes consolidés

Les présents comptes consolidés concernent la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014.

Sauf mention particulière, les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'Euros.

AFONE est une société de prestations de télécommunication et de services.

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société AFONE le 26 septembre 2014.

1. INTRODUCTION

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe AFONE, portant sur la période de 6 mois close au 30 juin 2014, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2013.

Les comptes arrêtés au 30 juin 2014 ont été arrêtés selon les modalités suivantes :

Le Groupe AFONE applique les normes comptables internationales constituées des IFRS, des IAS et de leurs interprétations adoptées dans l'Union européenne et qui sont applicables pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2014. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour le Groupe au 30 juin 2014:

- IFRS 10 : Etats financiers consolidés
- IFRS 11 : Partenariats
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 : Etats financiers consolidés, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, Etats financiers individuels
- Amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12 : Etats financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités : dispositions transitoires
- Amendements à IAS 28R (Révisée) : Participations dans des entreprises associées et co-entreprises
- Amendements à IAS 32 : Instruments financiers : Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers
- Amendement à IAS 36 : Amendement : Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers
- IAS 39 & IFRS 9 : Amendements : Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

Les conséquences de l'application des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28R sont décrites dans la note 2.2. "changement comptable". En particulier, la norme IFRS 11, Partenariats, remplace la norme IAS 31, Participations dans des coentreprises, et l'interprétation SIC-13, Entités contrôlées en commun - apports non monétaires par des co-entrepreneurs à compter du 1^{er} janvier 2014.

Cette norme établit les principes de comptabilisation des partenariats sur lequel deux parties, ou plusieurs parties, exercent un contrôle conjoint. En fonction des droits et obligations des parties à l'opération, un partenariat est soit classé en activité conjointe, pour laquelle le Groupe comptabilise ses actifs et ses passifs proportionnellement à ses droits et obligations y afférent, soit en coentreprise, comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence. IFRS 11 a pour effet que l'activité conjointe exercée au travers des filiales META-LFONE et

BRETAFFONE ne peut plus être consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle. L'incidence de la première application de cette norme est exposée au §2.2

Les autres normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessus n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Les textes adoptés par l'Union Européenne avec une date d'entrée en vigueur postérieure à celle de l'exercice sont les suivants :

- IFRIC 21 – Droits ou taxes

Les textes publiés par l'IASB, non encore adoptés par l'Union Européenne, sont les suivants :

- IFRS 15 : Produits provenant des contrats avec les clients ;
- Amendement à IAS 19 : Avantages du personnel - Régimes à prestations définies ;
- IFRS 9 : Instruments financiers : comptabilité de couverture et amendements à IFRS 9, IFRS 7 et à IAS 39 ;
- Amélioration des IFRS (2010-2012)
- Amélioration des IFRS (2011-2013)
- IFRS 11 : Modifications : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes ;
- IAS 16 et IAS 38 : Modifications : Eclaircissements sur les modes d'amortissement ;
- IAS 27 (Révisée) : Mise en équivalence dans les états financiers individuels.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Secteur opérationnel		Mode d'intégration	% de contrôle	% d'intérêts
TELECOM	AFONE SA (société mère du Groupe) 11, place François Mitterrand 49 055 ANGERS France	I.G.		
CONSTITUTION DE PARCS	AFONE SECURITE	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	AFONECALL	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	AFONE MONETICS	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	Entité ad hoc : 2R MUSIC SARL	I.G.	100 %	0 %
CONSTITUTION DE PARCS	AFONE SERVICES	I.G.	100 %	100 %
CONSTITUTION DE PARCS	CAT SECURITE	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	META-LFONE	M.E.	50 %	50 %
TELECOM	TELEPLANETE	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	COMGEFI	I.G.	100 %	100 %
TELECOM	BRETAFFONE	M.E.	50 %	50 %
TELECOM	AFONE PAIEMENT	I.G.	94,78 %	94,78 %
TELECOM	SEXTANT	I.G.	75,74%	75,74%
TELECOM	AFONE INFRASTRUCTURE	I.G.	100%	100%

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. META LFONE et BRETAFFONE, coentreprises détenues à 50/50 par AFONE sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence.

Variation de périmètre

Au cours du premier semestre 2014, la société AFONE PAIEMENT a procédé à une augmentation de capital de 500 K€ à laquelle seule la société Afone a souscrit. Il en résulte un pourcentage de contrôle et d'intérêt de cette filiale qui passe de 91,66% à 94,78%.

Fin 2013, la société AFONE a souscrit au capital d'une nouvelle filiale dénommée AFONE INFRASTRUCTURE, SASU au capital de 10.000 €. Cette filiale est constituée dans le contexte de la restructuration juridique du groupe débutée en 2013 et qui se poursuit en 2014.

2.2. Changement comptable`

2.2.1 Première application des nouvelles normes (IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 28 révisée)

IFRS 10 – « États financiers consolidés »

La norme IFRS 10 remplace les dispositions relatives aux états financiers consolidés qui figuraient dans la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc ».

La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de détermination du contrôle fondé sur les notions de pouvoir et de rendement : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir de diriger ses activités clés ».

Auparavant, le contrôle était défini dans la norme IAS 27 comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les analyses menées par le Groupe n'ont pas conduit à identifier d'impacts résultant de la première application de cette norme.

IFRS 11 – « Partenariats »

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « participation dans des coentreprises ». Cette nouvelle norme définit la manière dont doit être traitée une entreprise faisant l'objet d'un contrôle conjoint.

Les sociétés META LFONE et BRETAFONE sont des coentreprises dans lesquelles les parties exercent un contrôle conjoint sur l'entité dont résultent des droits sur l'actif net de celle-ci. En conséquence, ces sociétés doivent être intégrées selon la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12 – « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

La norme IFRS 12 précise les informations à fournir au titre des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et/ou des entités structurées non consolidées (voir §4.4)

IAS 28 révisée – « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »

La première application de cette norme révisée n'a pas entraîné d'impact pour le Groupe. Les modifications apportées à cette norme sont principalement des modifications induites par les nouvelles normes sur la consolidation évoquées ci-dessus.

2.2.2 Application volontaire de la recommandation de l'ANC 2013-01

Les sociétés mises en équivalence concrétisent des partenariats dans lesquels Afone porte les charges fixes et les investissements relatifs à la production et à la maintenance des activités tandis que les partenaires assument les coûts de distribution. En outre, les coentreprises sont des sociétés translucides fiscalement et la charge d'impôt sur les résultats est supportée par les associés, de sorte que la quote-part des résultats mis en équivalence est un résultat avant impôt.

Par suite pour être pertinent, le résultat opérationnel d'Afone doit intégrer celui des coentreprises.

En conséquence et dès lors que ces coentreprises agissent dans le prolongement de son activité, le Groupe a décidé d'appliquer la recommandation de l'ANC émise le 4 avril 2013 relative à la présentation de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans ses comptes de résultat consolidés. Celle-ci est présentée après un sous-total « Résultat opérationnel » et avant un sous-total « Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence ».

Par ailleurs et dans ce contexte, la valeur recouvrable des participations dans les coentreprises n'est pas appréciée pour chaque coentreprise dès lors que ces coentreprises restent intégrées dans l'UGT TELECOM.

2.2.3 Impacts de l'application des nouvelles normes sur l'état du résultat consolidé (En K€)

	30/06/2013 publié	Incidence IFRS 11	30/06/2013 retraité
Chiffre d'affaires	30 203	-4 341	25 862
Achats consommés	-14 549	171	-14 377
Charges de personnel	-6 578		-6 578
Charges externes	-4 444	393	-4 052
Impôts et taxes	-690	75	-614
Dotations aux amortissements	-2 008		-2 008
Dotations aux provisions	-47		-46
Autres produits et charges d'exploitation	599		599
Résultat opérationnel	2 486	-3701	-1 215
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		3 639	3 639
Résultat opérationnel après QP du résultat des sociétés mises en équivalence	2 486	-62	2 424
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2		2
Coût de l'endettement financier brut	-54		-54
Coût de l'endettement financier net	-53		-53
Autres charges financiers	-745		-745
Autres produits financiers	1 063	-33	1 030
Charge d'impôt	-947	95	-852
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	1 804		1 804
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	1 804		1 804
. part du groupe	1 815		1 815
. intérêts minoritaires	-11		-11
Résultat par action	0,291 €		0,291 €
Résultat dilué par action	0,291 €		0,291 €

2.2.4 Impacts de l'application de la norme IFRS 11 sur l'état de la situation financière consolidée (En K€)

ACTIF	31/12/2013 publié	incidence IFRS 11	31/12/2013 retraité
Ecarts d'acquisition	15 350		15 350
Immobilisations incorporelles	2 586		2 586
Immobilisations corporelles	11 606		11 606
Mise en équivalence		5 086	5 086
Part non courante des créances financières	2 370		2 370
Autres actifs financiers non courants	302		302
Actifs d'impôts différés	205	-31	174
Actifs non courants	32 419	5 054	37 473
Stocks	1 845	-288	1 557
Créances clients et autres débiteurs	15 135	407	15 542
Part courante des créances financières	2 016		2 016
Créances d'impôts courants	293		293
Autres actifs courants	751		751
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 139	-7 641	13 498
Actif courant	41 179	-7 522	33 657
Actifs détenus en vue de la vente			
Total actif	73 598	-2 469	71 129

PASSIF	31/12/2013 publié	incidence IFRS 11	31/12/2013 retraité
Capital social	589		589
Primes liées au capital et Réserves consolidées	35 581		35 581
Résultat part du groupe	3 534		3 534
Capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales	194		194
Total des capitaux propres	39 899		39 899
Emprunts à long terme	1 563		1 563
Passifs d'impôts différés	224		224
Provision à long terme	1 595		1 595
Autres passifs non courants	2 403		2 403
Passifs non courants	5 785		5 785
Fournisseurs et autres créditeurs	20 266	588	20 854
Autres dettes courantes	5 298	-3 058	2 240
Emprunts à court terme	181		181
Part courante des emprunts à long terme	2 171		2 171
Impôts exigibles			
Provision à court terme			
Passifs courants	27 915	-2 471	25 445
Passifs associés à des actifs destinés à être cédés			
Total Passif	73 598	-2 469	71 129

2.2.5 Impacts de l'application de la norme IFRS 11 sur l'état des flux de trésorerie consolidée (En K€)

En milliers d'Euros	Période du 01/01/2013 au 30/06/2013 publié	incidence IFRS 11	Période du 01/01/2013 au 30/06/2013 retraité
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 578	(3 735)	843
+ Dividendes reçus des coentreprises		7 388	7 388
- Impôts versés (B)	(579)		(579)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité(C)	(2 393)	153	(2 240)
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	1 606	3 806	5 412
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(709)		(709)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	120		120
+/- Incidence des variations de périmètre	0		0
+/- Variation des prêts et avances consentis	627		627
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	(260)		(260)
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(223)		(223)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	(210)		(210)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	154		154
- Remboursement d'emprunts	(1 003)		(1 003)
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	(56)		(56)
- Dividendes payés aux actionnaires du groupe	(1 755)		(1 755)
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	(2 871)		(2 871)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)			
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	(1 488)	3 806	2 318
Trésorerie d'ouverture	18 334	(9 650)	8 684
Trésorerie de clôture	16 846	(5 844)	11 002

3. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le groupe Afone a défini 2 secteurs opérationnels distincts définis comme suit :

- Secteur Telecom :

Cette activité regroupe l'ensemble des services télécom et monétiques commercialisés par les sociétés du groupe (gestion des flux entrants, vente de trafic en présélection, téléphonie mobile, fédération de services, monétique). Ce secteur intègre également l'activité de financement des offres monétiques et Afone commerce car trop faiblement autonome et trop peu significative pour constituer durablement un secteur d'activité à part entière.

- Secteur Constitution de parcs :

Pour mettre en œuvre sa stratégie de commercialisation d'offres télécoms à valeur ajoutée, Afone a cherché les vecteurs et l'outil industriel permettant un déploiement à grande échelle. Cette activité « constitution de parcs » regroupe les services à valeur ajoutée tels que la télésurveillance. Ces services permettent de proposer aux clients des offres télécoms synergiques.

INFORMATION SECTORIELLE AU 30 JUIN 2014				
En milliers d'Euros	TELECOM	CONSTITUTION DE PARCS	Inter-secteurs	TOTAL
Chiffre d'affaires	22 246	2 571	-188	24 629
Résultat opérationnel	-1 276	305		972
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2 432			2 432
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 156	305		1 460
Coût de l'endettement financier net	-53	0		-53
Autres produits et charges financiers	284	-12		271
Charge d'impôt	-522	-76		-598
Résultat net	865	217		1 081
. part du groupe	864	217		1 081
. intérêts minoritaires	0	0		0
Actifs du secteur (hors trésorerie)	49 177	3 455	-1 401	51 231
Trésorerie				15 610
Passifs du secteur (hors capitaux propres)	23 810	5 497	-1 401	27 906
Capitaux propres				38 936
Investissements	485	445		930
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	5 461	461		5 922

INFORMATION SECTORIELLE AU 30 JUIN 2013 (retraité)				
En milliers d'Euros	TELECOM	CONSTITUTION DE PARCS	Inter-secteurs	TOTAL
Chiffre d'affaires	23 743	2 650	-531	25 862
Résultat opérationnel	- 988	-226		- 1 215
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 639			3 639
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2 651	-226		2 424
Coût de l'endettement financier net	-53	0		-53
Autres produits et charges financiers	290	-5		285
Charge d'impôt	-931	79		-852
Résultat net	1 957	-152		1 804
. part du groupe	1 968	-152		1 815
. intérêts minoritaires	11	0		11
Actifs du secteur (hors trésorerie)	57 001	3 620	-793	59 828
Trésorerie				11 130
Passifs du secteur (hors capitaux propres)	27 180	4 024	-793	30 411
Capitaux propres				40 548
Investissements	505	205		709
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	5 513	-101		5 412

4. DETAIL DES COMPTES

4.1. Ecart d'acquisition

	30/06/2014			31/12/2013
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Ecart d'acquisition				
Afone/Edison	89		89	89
Carte & Services (Afone Monetics)	19 558	9 558	10 000	10 000
Afone/Elsaphone	1 367		1 367	1 367
Afone/EMS Telecom	1 691	1 691		
Téléplanète	1 865		1 865	1 865
Comgefi	149		149	149
Total UGT Telecom	24 719	11 249	13 470	13 470
Girardot (Afone Sécurité)	1 601		1 601	1 601
CAT sécurité	279		279	279
Total UGT Constitution de parc	1 880		1 880	1 880
Total	26 598	11 249	15 350	15 350

4.2. Immobilisations Incorporelles

	30-juin-14			31-déc-13
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Frais de recherche et développement	260	260		
Logiciels	6 788	5 550	1 238	1 405
Contrats activés dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	7 945	7 296	649	799
Autres immobilisations incorporelles	1 274	644	630	380
Total	16 267	13 751	2 517	2 586

Evolution des immobilisations incorporelles brutes

	31/12/2013	Acquisitions	Cessions et mise au rebut	Reclassement	Variation de périmètre	30/06/2014
Frais de recherche et développement	260					260
Logiciels	6 713	4		71		6 788
Contrats activés	7 945					7 945
Avances sur immobilisations incorporelles						
Autres Immobilisations incorporelles	991	354		-71		1 274
Total	15 909	358				16 267

Evolution des amortissements des immobilisations incorporelles :

	31/12/2013	Dotations	Reprises ou cessions	Reclassement	Variation de périmètre	30/06/2014
Frais de recherche et développement	260					260
Logiciels	5 308	242				5 550
Contrats activés	7 146	150				7 296
Autres Immobilisations incorporelles	611	33				644
Total	13 325	426				13 751

4.3. Immobilisations Corporelles

	30-juin-14			31-déc-13
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	66		66	66
Constructions	285	144	141	150
Installations techniques	6 560	3 557	3 003	3 133
IRU	15 135	7 995	7 140	7 648
Autres	7 551	7 285	266	606
Immobilisations en cours	0	0	0	
Total	29 596	18 981	10 616	11 606

Les autres immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel informatique.

Evolution des immobilisations corporelles brutes :

	31/12/2013	Acquisitions	Cessions Et mises au rebut	Reclassement	Variation de périmètre	30/06/2014
Terrains	66					66
Constructions	285					285
Installations techniques	6 454	297	-192			6 560
IRU	15 135					15 135
Autres	7 277	275	-1			7 551
Immobilisations encours	0					0
Total	29 218	573	-193			29 596

Evolution des amortissements des immobilisations corporelles :

	31/12/2013	Dotations	Reprises ou cessions	Reclassement	Variation de périmètre	30/06/2014
Terrains						
Constructions	135	9				144
Installations techniques	3 321	403	-167			3 557
IRU	7 487	508				7 995
Autres	6 671	616	-1			7 285
Immobilisations encours	0					0
Total	17 613	1 535	-169			18 981

Parmi les immobilisations corporelles, certains biens sont financés en crédit-bail.

	Ensemble immobilier			Autres immobilisations		
	Valeur brute	Amortis- sements	Valeur nette	Valeur brute	Amortis- sements	Valeur nette
Biens financés en crédit-bail						
Au 31 décembre 2013	518	304	214	1796	1462	334
Nouveau contrat						
Entrée dans le périmètre						
Dotations		9	-9		167	-167
Au 30 juin 2014	518	313	205	1796	1629	167

4.4. Participations dans les coentreprises

	31-déc-13 retraité	Résultat	Distribution	30-juin-14
META LFONE	5 013	2 438	6 450	1 001
BRETAFFONE	73	-6		67
Total	5 086	2 432	6 450	1 068

Coentreprises significatives :

Seule la société META LFONE est considérée comme significative. Les informations financières (à 100%) sont résumées ci-après :

Informations financières Meta Lfone à 100% (En K€)

En K€)	30-juin-14	31-déc-13
Actifs non courants		
Trésorerie	6 542	15 173
Autres actifs courants	8 493	7 869
Total Actif	15 035	23 042
Capitaux propres	2 083	10 099
Provisions pour risques et charges	399	424
Passifs courants	12 554	12 519
Total Passif	15 035	23 042

Résultat (En K€)	30-juin-14	30-juin-13
Produits des activités ordinaires	14 729	16 782
Résultat opérationnel	4 819	7 008
Résultat net	4 883	7 074

Réconciliation avec la valeur comptable des intérêts du groupe dans la coentreprise	30-juin-14	31-déc-13
Actif net de Meta Lfone	2 083	10 099
Divers retraitements propres au groupe Afone	- 81	- 73
Actif net de Meta Lfone corrigé	2 002	10 026
Pourcentage de détention	50%	50%
Valeur comptable des intérêts du groupe dans la coentreprise	1 001	5 013

Dividende reçu de la coentreprise	6 450	7 388
-----------------------------------	-------	-------

4.5. Créances liées au financement

	30-juin-14			31-déc-13		
	non courant	courant	total	non courant	courant	total
Créances liées aux contrats de location financement des contrats internes	2 434	1 999	4 433	2 626	2 246	4 872
Dépréciations	-261	-226	-487	-256	-230	-486
TOTAL valeur nette	2 173	1 773	3 946	2 370	2 016	4 386

4.6. Stocks et en-cours

	30-juin-14			31-déc-13
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	retraité Valeur nette
Stocks de matières et fournitures	855	-33	822	845
Stocks de marchandises	1 266	-473	793	712
Total	2 121	-506	1 615	1 557

4.7. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	30-juin-14	31-déc-13 retraité
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 610	13 498
<i>dont SICAV et dépôts à terme</i>	12 359	9 814
<i>dont Disponibilités</i>	3 240	3 673
<i>dont Intérêts courus</i>	11	11
Total trésorerie actif	15 610	13 498
Concours bancaires court terme		180
Total trésorerie nette	15 610	13 318

4.8. Capitaux propres

Le capital social est composé de 5 890 016 actions. Un droit de vote double est accordé à toutes les actions détenues sans interruption par le même actionnaire pendant deux ans.

La société détenait 82 452 actions propres au 30 juin 2014.

4.9. Provisions pour risques et charges

Nature	Valeur 31/12/2013	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (utilisée)	Reprise de l'exercice (non-utilisée)	Valeur 30/06/2014
Provisions pour risques et charges	1531	50	-185		1 396
Provisions pour Indemnités de fin de carrière	63				63
Total Provisions	1 595	50	-185		1 460
Dont part courante					
Dont part non courante	1 595				1 460

Les provisions pour risques et charges sont relatives à :

- Divers litiges salariaux.
- Divers litiges avec des fournisseurs et autres tiers

4.10. Dettes financières

	30-juin-14			31-déc-13		
	non courant	courant	total	non courant	courant	total
	entre 2 et 5 ans			entre 2 et 5 ans		
-Emprunts bancaires(1)	799	1 498	2298	1 391	1 833	3224
-Dettes de crédit-bail		342	342	172	337	509
Total emprunts	799	1 840	2 640	1 563	2 171	3 733
concours bancaires					181	181
Total dettes financières	799	1 840	2 640	1 563	2 352	3 914

(1) La plupart des emprunts sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Il existe des clauses de remboursement anticipé assises sur des critères financiers. Le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture de taux.

4.11. Chiffre d'affaires

Contribution au CA des secteurs opérationnels	30-juin-14	30-juin-13 retraité
Telecom	22 246	23 743
Constitutions de parc	2 571	2 650
Inter secteurs	-188	-531
Total	24 629	25 862

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe AFONE s'établit à 24 629 K€ pour le 1er semestre 2014 contre 25 862 K€ pour la même période de l'exercice précédent, représentant ainsi une diminution de 4,7% en données historiques

4.12. Achats consommés

	30-juin-14	30-juin-13 retraité
Achats marchandises consommés	2 177	1 425
Rétrocessions clients	1 310	1 676
Coûts opérateurs	9 583	9 671
Autres	1 051	1 605
Total	14 121	14 377

4.13. Charges externes

	30-juin-14	30-juin-13 retraité
Locations et charges locatives	669	652
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	746	876
Autres charges externes	2 512	2 522
Total	3 929	4 052

4.14. Tableau de preuve d'impôt au 30 Juin 2014

	30-juin-14	30-juin-13 retraité
Résultat consolidé des sociétés intégrées	1 081	1 804
Impôt exigible	616	633
Variation des impôts différés	-18	217
Résultat avant impôt	1 679	2 654
Taux IS	33,33%	33,33%
IS théorique	560	885
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Effet de la limitation d'impôts différés actifs	60	-6
Différences permanentes	-22	-27
Incidence du changement de taux		
Charge d'impôt effective	598	852
Charge d'impôt dans les comptes	598	852

4.15 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative dans leurs modalités d'application.

4.16. Engagement hors bilan

Néant

4.17. Evénements postérieurs

Le Groupe Afone a acquis la totalité des titres de la société ASTP (sas) pour un prix fixe de 1400 k€. Cette société située à Dijon est spécialisée dans l'installation d'alarme, la sécurité et la télésurveillance.

4.18. Litiges en cours non provisionné et passif éventuels

A la date d'arrêté des comptes, Afone est engagé dans plusieurs litiges. Aucune décision de première instance n'a été rendue à la date d'arrêté des comptes. Au regard de l'avancement des dossiers et de leurs solidités respectives, la Direction de la société estime qu'aucune provision ne doit être comptabilisée dans les comptes de l'exercice.

3 – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE RESUMEE 2014

Expertises et Services
11 bis, rue Portalis
75008 PARIS

BECOUBE
1, rue de Buffon
49100 ANGERS

Société inscrite à la Compagnie Régionale de PARIS Société inscrite à la Compagnie Régionale d'ANGERS

S.A. AFONE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE RESUMEE
AU 30 JUIN 2014
(Période de 6 mois)**

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE RESUMEE	1 - 2
BILAN CONSOLIDE SEMESTRIEL	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL	4
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE SEMESTRIEL	4
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES SEMESTRIEL	5
ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
ANNEXE	7 à 22

Expertises et Services
11 bis, rue Partalls
75008 PARIS

BECOUZE
1, rue de Buffon
49100 ANGERS

Société inscrite à la Compagnie Régionale de PARIS Société inscrite à la Compagnie Régionale d'ANGERS

S.A. AFONE
 Société Anonyme au capital de 589 001,60 €uros
 Siège social : 11, place François Mitterrand
 49100 ANGERS

*Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle résumée au 30 juin 2014
 (période de 6 mois)*

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AFONE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne, relative à l'information financière Intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 "Introduction" et 2.2 "Changement comptable" de l'Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés qui exposent l'incidence des nouvelles normes et amendements d'application obligatoire (IFRS 10, IFRS, 11, IFRS 12 et IAS 28 révisé) et l'application volontaire de la recommandation de l'ANC du 4 avril 2013 par votre Groupe.

2 - VERIFICATION SPECIFIQUE

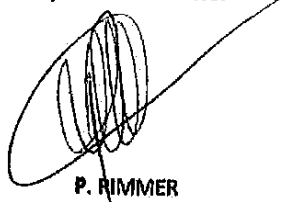
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à PARIS et ANGERS, le 13 octobre 2014

Les Commissaires aux Comptes

Expertises et Services



P. RIMMER

BECOUBE



E. DUBAIL

Ce rapport comporte 22 pages.

4 – RAPPORT D'ACTIVITE DU 1er SEMESTRE 2014

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport a pour but de vous rendre compte de l'activité de la société et du groupe, du 1^{er} Janvier au 30 Juin 2014.

Ce rapport contient de plus les éléments sur l'évolution prévisible jusqu'à clôture de l'exercice ainsi que les éléments importants qui ont eu lieu au cours de ce semestre.

4.1. Activité au cours du 1^{er} semestre clos le 30 Juin 2014

1- Résultats consolidés du groupe

Les états financiers intermédiaires résumés du Groupe Afone-, portant sur les 6 premiers mois de l'exercice 2014,-ont été préparés conformément aux normes IAS et IFRS. Ils ont pour la première fois été établis conformément aux nouvelles normes comptables IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, IAS 27 révisée et IAS 28 révisée relatives à la consolidation qui sont devenues obligatoires au 1er janvier 2014. En particulier, les co-entreprises sur lesquelles AFONE exerce un contrôle conjoint (META-LFONE et BRETAFONE) sont désormais consolidées selon la méthode de la mise en équivalence qui se substitue à la méthode de l'intégration proportionnelle. Les données comparatives présentées dans les états financiers sont retraitées en conséquence et l'impact des retraitements sur les principales données comparatives sont données en Annexe.

Les sociétés du périmètre sont consolidées par intégration globale quand elles sont sous contrôle exclusif.

Il est à noter les évolutions suivantes de périmètre lors du 1er semestre 2014 :

- La société Afone Paiement à procédé à une augmentation de capital de 500 K€ à laquelle seule la société Afone a souscrit. Il en résulte une augmentation du pourcentage de contrôle et d'intérêts de la filiale qui passe de 91,66 % à 94,78 %.

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2014 s'établit à 24 629 K€ contre 25 862 K€ à la même période de 2013.

Le résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence s'établit à un niveau de 1 460 K€ contre 2 424 K€ au 1er semestre 2013.

Le résultat net part du groupe ressort positif à 1 081 K€ contre 1 815 K€ au 1er semestre 2013, représentant un taux de 4,4% du chiffre d'affaires.

Principaux flux financiers de la période

La trésorerie nette du Groupe Afone s'établit au 30 Juin 2014 à 15 610 K€ contre 11 002 K€ à la même période de l'année précédente.

La capacité d'autofinancement du Groupe Afone atteint 1 121 K€ à la fin du mois de Juin 2014.

2- Analyse du résultat par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires du secteur d'activité Télécom a sensiblement baissé pour atteindre 22 246 K€ soit une incidence de 6,3 % en comparaison de Juin 2013.

L'activité constitution de parcs reste sensiblement identique avec un chiffre d'affaires de 2 571 K€ pour le 1^{er} semestre 2014.

La contribution nette part du groupe au 1^{er} semestre 2014, est essentiellement portée par l'activité Télécom .

3- Opération sur le capital

Aucune opération sur le capital n'a été enregistrée depuis le 1^{er} Janvier 2014.

4- Transactions significatives entre les parties liées

Aucune transaction significative entre les parties liées n'a été effectuée au cours du 1^{er} semestre 2014.

4.2. Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

1- Perspectives 2014

Le Groupe va optimiser l'organisation de ses pôles d'activités maintenir sa stratégie de croissance externe dans les secteurs de sécurité, poursuivre le déploiement de son activité de paiement tout en accélérant la commercialisation de ses nouvelles activités.

2- Principaux risques et incertitudes

Les risques les plus importants exposés dans le chapitre « facteurs de risque » du document de référence 2013, restent d'actualité à la date de publication du présent contrat.

La situation concurrentielle dans les secteurs de la Télécom, qui influence très fortement le prix moyen et par conséquent l'impact généré sur les marges, demeure une des principales incertitudes sur les activités du Groupe.

4.3. Evénements importants survenus post semestre écoulé

Le Groupe Afone a acquis la totalité des titres de la société ASTP (SAS) pour un prix de 1 400 k€. Cette société située à Dijon est spécialisée dans l'installation d'alarme, la sécurité et la télésurveillance.